

EXHIBIT H

IT HAS BEEN AGREED AS FOLLOWS:

The definitions contained in the Convention will apply to this Amendment, except if the context of this Amendment indicates clearly the contrary.

Article 70 of the Convention states as follows:

[illegible]

~~The following are not deductible from the calculation basis of the proportional mining royalty: all costs other than those set forth in the above paragraph, notably the charges of depreciation and financial costs relative to the investments.~~

The proportional mining royalty will not be levied on quantities of hydrocarbons utilized in petroleum operations or lost."

Consequently, all other terms of the Convention and its amendments remain unchanged and fully applicable.

This Amendment shall be effective retroactive to January 1, 1994 and shall be approved by legislation in accordance with required form.

GAR 00142

For the Republic of the
Congo, the Minister of the
Economy, Finances and
Planning

Nguila MOUNGOUNGA NKOMBO

For the Société Nationale de
Recherches et d'Exploration
Pétrolières "Hydro-Congo",
the President and General Manager

Bernard OKIORINA

For CMS NOMECO Congo,
the General Manager

K. Charsinsky

For The NUEVO Congo Company,
the President

Michael D. Watford

For Kuwait Foreign Petroleum
Exploration Co. k.s.c. on behalf
of KUFPEC (Congo) Limited,
the President and General Manager

Mahmoud A. AL-RAHMANI

GAR 00143

EXHIBIT 2

FRENCH

Received 12/06/2002 10:18AM in 05:50 on line 110 for 010407 * Pg 1/11
 DEC-06-2002 11:51 ANADARKO CONGO COMPANY 281 261 0192 P.01/11

AVENANT A L'ACCORD D'ENLEVEMENT

ENTRE LES SOUSSIGNES:

La Société Nationale des Pétroles du Congo (« SNPC »), venue aux droits de la Société Nationale de Recherche et d'Exploitation Pétrolières (Hydro-Congo), représentée par son Président Directeur Général, Mr. Bruno J.R. ITOUA,

D'une part,

ET:

D'autre part,

Les compagnies CMS NOMECO Congo, Inc, venue aux droits de Waker International, Inc., elle même venue aux droits de Amoco Congo Exploration) ("CMS Congo"), représentée par son Président Directeur Général, Mr. Jon M. Ozurgut,

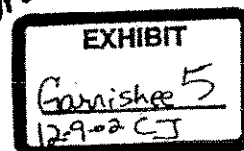
The Nuevo Congo Company, venue aux droits de Amoco Congo Petroleum Co. ("Nuevo Congo"), représentée par son Vice-Président Senior, Mr. Robert M. King,

et NUEVO Congo Ltd, venue aux droits de Kufpec (Congo) Limited) ("Nuevo Ltd."), représentée par son Vice-Président Senior, Mr. Robert M. King,

ensemble désignées aux termes des présentes par les "Parties" et individuellement par la "Partie", CMS Congo, Nuevo Congo and Nuevo Ltd. étant parfois collectivement désignés aux termes des présentes comme les "Compagnies Pétrolières Internationales" ou "CPIs".

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIV:

1. Par décret n° 79/253 du 16 Mai 1979, le Gouvernement de la République du Congo ("le Gouvernement") a attribué à la Société Nationale de Recherche et d'Exploitation Pétrolières (HYDRO-CONGO), un Permis d'Exploration dénommé Marine I.
2. Le 25 Mai 1979, les prédécesseurs aux Parties actuelles et le Gouvernement sont partie à une Convention relative à la zone Marine I (la "Convention");



Af-Cap
 v. The Republic of Congo, et al.
 A-01-CA-321-SS
 Plaintiff Exhibit 12

GAR 03426

EXHIBIT 2

Received 12/06/2002 10:18AM in 05:50 on line (10) for 010607 * Pg 2/11
 DEC-06-2002 11:51 ANADARKO CONGO COMPANY 291 261 8192 P.02/11

3. Le 25 Mai 1979, les prédécesseurs aux Parties actuelles sont partie à un contrat d'Association (la "JOA"), régissant les opérations pétrolières de la zone Marine I;
4. Le 15 mars 1989, le Gouvernement a, par Décret n° 89/211, attribué à la Société Nationale de Recherche et d'Exploitation Pétrolières (HYDRO-CONGO), le Gisement dit Yombo-Masseko-Youbi, la zone en cours de production couverte par ledit permis étant désignée aux termes des présentes comme le "Gisement Yombo";
5. En Juin 1991, les prédécesseurs aux Parties actuelles avaient commencé la production de pétrole brut à partir du Gisement Yombo, après la mise en service des installations pétrolières marines, ladite production devant être acheminée au moyen d'un réseau de pipeline sous-marin jusqu'à un réservoir central offshore lequel est un navire de stockage flottant destiné à la production, au stockage et au déchargement (ci-après désigné la "Navire de Stockage");
6. Le 20 Septembre 1991, les prédécesseurs aux Parties ont conclu un Accord d'Enlèvement définissant les procédures, les priorités et les règles applicables aux fins de mettre en oeuvre l'enlèvement méthodique et efficace du pétrole brut à partir du Navire de Stockage jusqu'au Navire d'Enlèvement;
7. Le Gouvernement a pris les décrets suivants (ensemble désignés aux termes des présentes "Décrets") concernant la SNPC:
 - * Le Décret n° 99-51 du 9 Avril 1999 portant transfert à la SNPC de l'ensemble des actifs pétroliers et des droits directs et indirects, de quelque nature que ce soit, détenus initialement par la société Hydro-Congo, dans toutes les activités relatives à la recherche, à l'exploitation, au traitement et à la transformation des hydrocarbures et des substances dérivées ou connexes.
 - * Le Décret n° 99-171 du 18 Septembre 1999 portant transfert des actifs, des droits et des participations détenus directement par l'Etat sur les permis et les contrats pétroliers à la société nationale des pétroles du Congo;
8. Le 14 Octobre 1991, la République du Congo et National Union Fire Insurance Company de Pittsburgh et American International Group ont conclu un Accord de Règlement (l'"Accord de Règlement") en résolution du litige intitulé National Union Fire Insurance Company de Pittsburgh ("NUFI") c/ la République Populaire du Congo, Cause N° 91 C 3172, alors en attente de règlement à la Cour de Justice américaine du district de l'Illinois (le "Litige NUFI").
9. Le 5 Décembre 1991, le Tribunal dans le Litige NUFI, en conformité avec les termes de l'Accord de Règlement, émis un Amendement à l'Arrêté sur Chiffre d'Affaires (l'"Arrêté sur Chiffre d'Affaires") ordonnant à Amoco Congo Exploration Company et Amoco Congo Production Company (devenus CMS NOBISCO Congo, Inc. et The Naevo Congo Company) de payer à NUFI, 50% de la redevance minière (la "Redevance") tel que ce

Received 12/06/2002 10:18AM in 05:50 on line (10) for GLO607 - Pg 3/11
 DEC-06-2002 11:52 ANADARKO CONGO COMPANY 281 261 8192 P.03/11

terme est défini par l'Arrêté sur Chiffre d'Affaires et l'Accord de Règlement) due à la République du Congo en vertu de la Convention et du JOA, intérêts compris.

10. Le 9 Décembre 1991, le Secrétaire d'Etat au Budget de la République du Congo ordonnait parallèlement à Amoco Congo Exploration Company et Amoco Congo Production Company de payer à NUFI 30% de la redevance minière due à la République du Congo en vertu de la Convention et du JOA. Depuis lors, CMS NOMECCO Congo, Inc et The NUEVO Congo Company ont conséquemment payé cinquante pour cent (50%) de la redevance minière du Gouvernement à NUFI.

11. Le 30 Octobre 1999, la SNPC notifie CMS Congo, l'Opérateur du Gisement Yombo, en vertu des dispositions des Décrets, de la Convention et du JOA, son intention de commercialiser elle-même sa quote-part de part de pétrole brut disponible du Gisement Yombo. Les Parties ont tenu des réunions informelles et se sont accordées sur le timing et les méthodes permettant à la SNPC d'enlever sa quote-part de pétrole brut en nature. Par courrier en date du 26 Novembre 1999, CMS confirme ces arrangements.

Il est rappelé, à titre d'information, que les procédures correspondant à ces arrangements et reprises à l'article 1.1 ci-dessous ont été mises en pratique depuis l'enlèvement no 82. Les détails des enlèvements depuis l'enlèvement 82 jusqu'à la date d'effet du présent Accord ainsi que les états courants des soldes de Sur/Sous-Enlèvement de la SNPC et des CPIs sont joints en Annexe et incorporés au présent Accord.

12. Les Parties souhaitent maintenant formaliser leur accord de principe sur les procédures et les conditions par lesquelles la SNPC exercera ses droits d'enlever et de commercialiser séparément sa quote-part de pétrole brut disponible en nature.

Le présent Avenant expose complètement les devoirs et obligations en ce qui concerne ses droits d'enlever sa quote-part de pétrole brut en nature et, annule et remplace la lettre du 26 Novembre 1999.

Les termes en lettres capitales doivent avoir la signification qui leur est conférée par les définitions aux termes de cet Avenant, de l'Accord d'Enlèvement, de la Convention ou du JOA.

En conséquence, les Parties acceptent les termes et conditions suivants, qui amendent les termes et conditions de l'Accord d'Enlèvement, en ses dispositions concernées.

ARTICLE 1 - APPELS D'ENLEVEMENT

Les procédures définies par les Parties au cours de leurs réunions de Novembre 1999 sont adoptées comme il est dit ci-après.

- 1.1 Les CPIs auront initialement la priorité d'appeler et enlèveront tout le Pétrole Disponible tandis que la SNPC ne fera aucun appel d'enlèvement du Pétrole Disponible mais, progressivement, se constituera un solde de Sous-Enlèvement. La SNPC fera l'appel

Received 12/06/2002 10:18AM in 05:50 on line (10) for 010607 * Pg 4/11
 DEC-06-2002 11:53 ANADARKO CONGO COMPANY 281 261 0192 P.04/11

d'enlèvement du Pétrole Disponible et enlèvera en nature et commercialisera séparément l'enlèvement succédant celui au cours duquel son solde de Sous-Enlèvement SNPC dépassera 275,000 barils, soit la moitié de ce qui aura historiquement été le chargement moyen au cours des enlèvements au Terminal Yombo.

Aux termes des présentes, l'expression "Pétrole Disponible" désigne le brut qui a été traité et stocké dans le Navire de Stockage à l'exclusion des quantités de pétrole brut traité et utilisé par l'Opérateur pour les opérations de production et de maintien des ballasts du Navire de Stockage, et des stocks de Pétrole Hydraté (défini ci-dessous).

- 1.2 En conséquence de son enlèvement, l'en-cours du solde de Sur-Enlèvement de la SNPC sera égal au nombre de barils réellement enlevés occasionnés lors du cours de son solde de Sous-Enlèvement résultant de ses précédents enlèvements, diminué du nombre de barils représentant ses droits pour le présent enlèvement.
- 1.3 Les CPIs se constitueront un solde de Sous-Enlèvement correspondant. Par la suite, les CPIs feront l'appel d'enlèvement et enlèveront à nouveau tout le Pétrole Disponible jusqu'à ce que le solde de Sous-Enlèvement de la SNPC atteigne à nouveau les 275,000 barils, quantité mettant la SNPC en position de prendre le prochain enlèvement.
- 1.4 (1) Dans les dix jours qui suivent la fin de chaque mois, l'Opérateur fournira aux parties les informations ci-après :
 - (a) Production totale du mois,
 - (b) Pour chaque partie,
 1. La quote-part de pétrole disponible
 2. La production brute,
 3. L'autoconsommation.
 - (c) Quantité de pétrole de remboursement,
 - (d) Position de stock de chaque partie à la fin du mois.
- (2) Dans les quinze (15) jours à compter de chaque enlèvement, l'Opérateur communiquera aux parties les états courants des soldes de Sous-Enlèvement ou de Sur-Enlèvement.

ARTICLE 2 AVIS ET DEFAUT D'ENLEVEMENT

- 2.1 Nonobstant les dispositions de l'Article 2 de l'Accord d'Enlèvement, chaque Partie devra donner 25 jours de préavis aux autres Parties de son intention d'effectuer un enlèvement de pétrole brut et préciser une Date Intervalle de 5 jours.

Cette Partie devra alors désigner un Navire d'Enlèvement à 14 jours de la Date Intervalle et donner les 3 jours de Date Intervalle obligatoire conformément aux dispositions de l'Article 2.6 de l'Accord d'Enlèvement.

DEC-06-2002

Received 12/06/2002 10:18AM In 05:50 on Line 1101 for GL0607 * Pg 5/11
ANADARKO CONGO COMPANY

281 251 0192 P.05/11

La Partie ayant la charge d'enlever devra fournir l'effort de communiquer à l'Opérateur la date précise du commencement de l'Enlèvement afin de permettre à l'Opérateur de faire les arrangements relatifs aux remorqueurs et au personnel. Les Navires d'Enlèvement devront conduire les opérations d'enlèvement en stricte conformité avec les règlements portuaires du Terminal Pétrolier de Yombo, amendements compris.

En vertu de l'Article 2.6 de l'Accord d'Enlèvement, la Partie ayant la charge d'enlever doit fournir toute information que l'Opérateur pourrait raisonnablement demander. En moins de 24 heures après la réception de l'appel d'enlèvement et des informations obligatoires, l'Opérateur informera la Partie concernée si le Navire d'Enlèvement proposé est acceptable ou non.

Si le Navire n'est pas acceptable, la Partie doit désigner un Navire d'Enlèvement de rechange dans un délai de 72 heures.

- 2.2 Si cet avis n'est pas donné à temps, le Navire d'Enlèvement n'est pas désigné à temps, ou si le chargement n'a pas lieu comme programmé, alors, conformément aux dispositions de l'Article 3 de l'Accord d'Enlèvement, l'Opérateur pourra faire d'autres arrangements pour procéder à l'enlèvement et la commercialisation du pétrole brut en conformité avec les dispositions de l'article 5.2 de l'Accord d'enlèvement.

La Partie ainsi en défaut d'enlèvement supportera en conséquence les coûts et les frais associés au chargement réellement encourus, tels que ceux liés aux remorqueurs, au personnel, aux amarres ou pilotage, aux inspecteurs gouvernementaux, au temps d'accostage, sans que cette liste n'ait un caractère limitatif.

ARTICLE 3 TRAITEMENT DE L'HUILE

La procédure de traitement du pétrole brut Yombo à bord du Navire de Stockage pour le rendre commercialisable comme pétrole brut N°.6, engendre des quantités résiduelles de pétrole brut ayant une teneur élevée en soufre, en eau et en sédiments, et doit être commercialisé séparément du Yombo N°. 6 (ci-après "Pétrole Hydraté"). Les Parties conviennent de ce que CMS Congo en tant qu'Opérateur se chargera de l'enlèvement et de la commercialisation du Pétrole Hydraté, et reversera aux Parties les produits de cette vente y compris la part de redevance revenant à NUFI.

ARTICLE 4 ACCORDS DE COMMERCIALISATION

- 4.1 Les Parties acceptent que pour le calcul de la redevance minière, y compris la part de redevance revenant à NUFI, le prix effectif de l'Opérateur issu du contrat de vente en vigueur entre l'Opérateur et l'Acheteur servira de base de calcul aussi longtemps qu'un tel contrat garantira les ventes à un prix concurrentiel et à une entité non affiliée.

En cas de ventes à une filiale de l'Opérateur, la redevance minière sera calculée sur la base d'un prix moyen des ventes internationales identiques de pétrole brut de qualité, de

Received 12/06/2002 10:18AM in 05:50 on line 1101 for 010607 * Pg 4/11
 DEC-06-2002 11:54 ANNOIRKO CONGO COMPANY 291 261 0192 P.06/11

gravité et de coûts de transport équivalents. Le calcul de la redevance stipulé aux termes des présentes remplacent les provisions de l'Annexe II de la Convention.

- 4.2 Les quantités de pétrole à enlever en nature, enlevées conformément aux stipulations du présent Accord d'Enlèvement tel qu'amendé et, commercialisées séparément par la SNPC ("Droits à Huile de la SNPC") désigneront (i) la quote-part de pétrole brut libre du Gouvernement et/ou de la SNPC aux termes de l'Article 9.02 et (ii) de la redevance minière enlevée en nature aux termes de l'article 4.11 du JOA et de leur droit à la redevance minière conformément aux Articles 5.03 et 7 de la Convention telle qu'amendée, déduction faite de la part de la redevance revenant à NUIFI jusqu'à la liquidation de la dette correspondante.
- 4.3 Pour les enlèvements SNPC, les CPIs paieront cash la part de la redevance revenant à NUIFI sur la base du volume enlevé par la SNPC. Ces avances au titre du paiement de la redevance revenant à NUIFI seront imputées au compte avance de la SNPC conformément aux dispositions de l'Article 9 du JOA et seront récupérées par les CPIs sur les ventes futures d'hydrocarbures conformément aux dispositions de l'Article 9.02 du JOA. Les versements à NUIFI continueront à courir jusqu'au remboursement des sommes dues aux termes de l'Accord de Règlement et de l'Arrêté sur le Chiffre d'Affaires.

ARTICLE 5 COUTS ET FRAIS ASSOCIES

- 5.1 La SNPC supportera certains coûts associés à ses enlèvements.

Ces coûts comprennent, et ce de manière non exhaustive, ceux liés aux remorqueurs, personnel, aux opérations d'arrimage et aux frais de transport au terminal (globalement désignés aux termes des présentes "Coûts d'Enlèvement").

Si la SNPC n'acquiesce pas ses coûts d'enlèvement, les Parties conviennent de ce que les CPIs supportent et payent les Coûts d'Enlèvement de la SNPC, sous réserve de remboursement sous la forme de livraison et commercialisation d'une fraction des Droits à Huile de la SNPC, représentant l'équivalent économique des Coûts d'Enlèvement de la SNPC supportés par les CPIs.

- 5.2 En sus de la conservation des dossiers requis par l'Accord d'Enlèvement, l'Opérateur créera et conservera dans ses livres un compte (« le compte Sur et Sous Enlèvements ») dans lequel les Coûts d'Enlèvements de la SNPC payés par les CPIs pour le compte de la SNPC au titre de ses enlèvements seront enregistrés comme dettes de la SNPC vis à vis des CPIs.

La dette de la SNPC vis à vis des CPIs sera remboursée sur la quote-part de la production de pétrole brut revenant à la SNPC.

[Signature] *[Signature]*

Received 12/06/2002 10:18AM in 05:50 on line [10] for GL0607 * Pg 7/11
 DEC-06-2002 11:54 ANADARKO CONGO COMPANY 281 261 0192 P.07/11

Au prochain enlèvement succédant celui de la SNPC, les CPIs enlèveront et commercialiseront ce nombre de barils au prix contractuel suffisant pour rembourser leur créance sur la SNPC.

L'Opérateur conservera un dossier dans ses livres afin de comptabiliser les barils équivalents enlevés et commercialisés par les CPIs pour couvrir les Coûts d'Enlèvement de la SNPC. Les barils ainsi vendus diminueront les droits au Pétrole Disponible de la SNPC ainsi que sa Position de Stock comme stipulés dans l'Article 1.4 ci-dessus.

En conformité avec la procédure comptable du JOA, le présent Avenant ne modifie ni ne restreint les droits de la SNPC en tant que non-Opérateur, à faire vérifier les états tenus dans ces livres.

- 5.3 La SNPC pourra choisir de payer ses coûts d'enlèvement et faire ses arrangements pour les remorqueurs, personnel, les amarres ou pilotes, les inspecteurs gouvernementaux, etc..., en donnant à l'Opérateur par écrit, un préavis de 30 jours avant l'enlèvement.

Cependant, toutes sommes dues par la SNPC enregistrées au compte Sur/Sous dans les livres de l'Opérateur, au titre de ses précédents enlèvements seront payés conformément aux dispositions de l'article 5.2 ci-dessus.

En cas de défaut de paiement par la SNPC de ses coûts d'enlèvement après avoir communiqué son intention de les supporter, les CPIs, par conséquent, acquitteront lesdits coûts, à charge pour l'Opérateur d'inscrire les montants correspondants au compte Sur/Sous Enlèvement de la SNPC. Ces montants seront remboursés suivant les dispositions du présent article 5.

- 5.4 La SNPC fera son affaire de la Taxe Maritime associée à ses propres enlèvements. En conséquence, les CPIs sont affranchies de toute responsabilité au regard des obligations d'acquiescement de la Taxe Maritime relative aux enlèvements réalisés par la SNPC.

ARTICLE 6 APPROBATIONS

A l'exception des amendements apportés aux termes des présentes, les Parties réaffirment et ratifient l'Accord d'Enlèvement y compris les stipulations du JOA qui y sont incorporées ou citées en référence, et acceptent d'y être liées et de se conformer à ses clauses y compris, sans se limiter aux, dispositions relatives aux enlèvements et livraisons, aux états fournis par l'Opérateur, au déchargement, au chargement et à l'amarrage, aux manutentions, au risque de perte, au règlement définitif, et autres.

Received 12/06/2002 10:18AM In 05:50 on line 101 for 610607 * Pg 9/11
 DEC-06-2002 11:53 ANADARKO CONGO COMPANY 281 261 8192 P.09/11

OVER/UNDER LIFT CALCULATION
 YOMBO FIELD LIFTING

DATE	LIFTER	TOTAL QUANTITY BBL	DESCRIPTION	FORMER PARTNERS ACTIVITY	FORMER PARTNERS BALANCE	SWPC ACTIVITY	SWPC BALANCE
11/1/00			REVENUE BALANCE				
11/01/00	42	802,081	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVER/UNDER LIFT	802,081 802,081 802,081	802,081	802,081 (802,081)	802,081
			ROYALTY IN KIND	802,081	802,081	(802,081)	802,081
12/21/00	42	548,488	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVER/UNDER LIFT	548,488 548,488 548,488	548,488	548,488 (548,488)	548,488
			ROYALTY IN KIND	548,488	548,488	(548,488)	548,488
	40TR 80		ROYALTY IN KIND	548,488	548,488	(548,488)	548,488
1/28/01	86	394,446	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVER/UNDER LIFT	394,446 394,446 394,446	394,446	394,446 (394,446)	394,446
			ROYALTY IN KIND	394,446	394,446	(394,446)	394,446
3/28/01	86	602,880	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVER/UNDER LIFT	602,880 602,880 602,880	602,880	602,880 (602,880)	602,880
			ROYALTY IN KIND	602,880	602,880	(602,880)	602,880
			LIFT COST	602,880	602,880	(602,880)	602,880
4/28/01	87	70,888	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVER/UNDER LIFT	70,888 70,888 70,888	70,888	70,888 (70,888)	70,888
			ROYALTY IN KIND	70,888	70,888	(70,888)	70,888
	87	434,308	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVER/UNDER LIFT	434,308 434,308 434,308	434,308	434,308 (434,308)	434,308
			ROYALTY IN KIND	434,308	434,308	(434,308)	434,308
	140TR 80		ROYALTY IN KIND	434,308	434,308	(434,308)	434,308
	88	838,794	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVER/UNDER LIFT	838,794 838,794 838,794	838,794	838,794 (838,794)	838,794
			ROYALTY IN KIND	838,794	838,794	(838,794)	838,794
	88	398,162	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVER/UNDER LIFT	398,162 398,162 398,162	398,162	398,162 (398,162)	398,162
			ROYALTY IN KIND	398,162	398,162	(398,162)	398,162
	2ND QTR 80		ROYALTY IN KIND	398,162	398,162	(398,162)	398,162
	80	888,712	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVER/UNDER LIFT	888,712 888,712 888,712	888,712	888,712 (888,712)	888,712
			ROYALTY IN KIND	888,712	888,712	(888,712)	888,712
	91	804,746	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVER/UNDER LIFT	804,746 804,746 804,746	804,746	804,746 (804,746)	804,746
			ROYALTY IN KIND	804,746	804,746	(804,746)	804,746
	92	548,222	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT	548,222 548,222	548,222	548,222 (548,222)	548,222

GAR 03434

ENGLISH

Received 12/06/2002 11:17AM In 05:34 on line (7) for 610607 * Pg 1/12
DEC-06-2002 12:50 ANADARKO CONGO COMPANY 281 261 0192 P.81/12

AMENDMENT TO LIFTING AGREEMENT

BETWEEN THE UNDERSIGNED:

The Société Nationale des Pétroles du Congo ("SNPC"), successor to the Société Nationale de Recherche et d'Exploitation Pétrolières (Hydro-Congo), represented by its Chairman, Mr. Bruno J.R. ITOUA.

On one part,

AND:

On the other hand,

The corporations CMS NOMECCO Congo, Inc. successor to Walter International Inc., itself successor to Amoco Congo Exploration ("CMS Congo"), represented by its Chairman, Mr. Jon Ozmergit,

The Nuevo Congo Company successor to Amoco Congo Petroleum Co. ("Nuevo Congo"), represented by its Senior Vice-President, Mr. Robert M. King,

and NUEVO Congo Ltd successor to Kufpec (Congo) Limited ("Nuevo Ltd."), represented by its Senior Vice-President, Mr. Robert M. King,

jointly referred to hereinafter as the "Parties" and individually as the "Party", with CMS Congo, Nuevo Congo and Nuevo Ltd. being sometimes hereinafter collectively referred to as the "International Oil Companies" or "IOC's".

WHEREAS:

1. For the decree N° 79/253 of the 16th of May 1979, the Government of the Republic of Congo ("the Government") has granted to the Société Nationale de Recherche et d'Exploitation Pétrolières (HYDRO-CONGO) an Exploration Permit known as "Marine I".
2. On May 25, 1979 the predecessors to the present Parties and the Government executed a Convention relating to the Marine I area (the "Convention");

Received 12/06/2002 11:17AM In 05:34 on line (7) for 010607 * Pg 2/12
 DEC-06-2002 12:58 ANADARKO CONGO COMPANY 281 251 0192 P.02/12

3. On May 25, 1979, the predecessors to the present Parties executed an Association Contract (the "JOA"), regulating the petroleum operations on the Marine I area;
4. On the 15th of March 1989, the Government, via Decree N° 89/211, granted to the Société Nationale de Recherche et d'Exploitation Pétrolières (HYDRO-CONGO), the Field known as the Yombo-Massoko-Youbi, the currently productive area covered by the said permit being hereinafter referred as "Yombo Field";
5. In June 1991, the predecessors to the Parties commenced production of crude oil from the Yombo Field, after the commissioning of the offshore installations, the said production having to be routed through a network of subsea pipelines up to a central offshore tank that is a floating storage vessel intended to the production, storage and unloading of the said crude (hereinafter referred as the "Storage Vessel");
6. On September 20, 1991 the predecessors to the Parties entered into a Lifting Agreement which defined the procedures, priorities and rules applicable in order to implement the methodical and efficient lifting of the crude oil from the Storage Vessel onto the Lifting Vessel;
7. The Government has enacted the following decrees (hereinafter collectively referred to as the "Decrees") regarding SNPC;
 - Decree No 99-51 dated April 9, 1999 transferred to SNPC all the petroleum assets and direct and indirect taxes of whatever kind, formerly held by Hydro-Congo, in all the activities relating to the exploration, the exploitation, the processing and transformation of the hydrocarbons and the derivative or related substances;
 - Decree No 99-171 dated September 18, 1999 transferred to the Société Nationale des Pétroles du Congo the assets, rights and participating interests held directly by the Government on the permits and petroleum contracts;
8. On October 14, 1991, The Republic of Congo and the National Union Fire Insurance Company of Pittsburgh and the American International Group entered into a Settlement Agreement (the "Settlement Agreement") settling a law suit entitled National Union Fire Insurance Company of Pittsburgh ("NUFI") vs. The People's Republic of Congo, Case No 91 C 3172, then pending in the United States District Court for the Northern District of Illinois (the "NUFI Litigation").
9. On December 5, 1991, the Tribunal in the NUFI Litigation, in accordance with the terms of the Settlement Agreement, has issued an Amended Turnover Order (the "Turnover Order") directing Amoco Congo Exploration Company and Amoco Congo Production Company (since renamed CMS NOMECO Congo, Inc. and The Nuevo Congo Company) to pay to NUFI 50% of the mining royalty (the "Royalty") as that term is defined in the

Received 12/06/2002 11:17AM in 05:34 on line 171 for GL0607 * Pg 3/12
 DEC-06-2002 12:51 ANNOCO CONGO COMPANY 291 261 0192 P.03/12

Turnover Order and Settlement Agreement, due to the Republic of Congo, under the Convention and JOA, interests included.

10. On December 9, 1991, the Secretary of State for the Budget of the Republic of Congo similarly directed Anoco Congo Exploration Company and Anoco Congo Production Company to pay 50% of the mining royalty due to the Republic of Congo under the Convention and JOA, to NUPL. Consequently CMS NOMBECO Congo, Inc and The NUEVO Congo Company have since paid fifty percent (50%) of the Government's share of corresponding mining royalty to NUPL.
11. On October 30, 1999, SNPC was notifying CMS Congo, Operator of Yombo Field, that in accordance with the provisions of the Decrees and the Convention and JOA, it intended to market itself its share of crude oil available from Yombo Field. The Parties met informally and agreed in principle to the timing and methods by which SNPC would take its crude oil entitlement in kind. CMS confirmed those understandings by a letter dated November 26, 1999.

For your information, it is reminded that the procedures concerning these arrangements and repeated in the article 1.1 hereunder have been applied since the lifting № 82. The details of the lifting since the lifting № 82 until the effective date of the present Agreement, as well as the actual balance states of Over-Under-Lifting for the SNPC and the IOC's are enclosed in the Annex 1 and incorporated in the present Agreement.

12. The Parties now wish to formalize their agreement in principle on the procedures and conditions by which SNPC will exercise its right to take in kind and separately market its share of crude oil available in kind.

This Amendment completely explain the duties and obligations regarding its rights to take its own share of crude oil in kind and, cancel and replace the letter of November 26, 1999.

Capitalized terms shall have the meaning ascribed to them in definitions within this Amendment, the Lifting Agreement, the Convention or JOA.

NOW THEREFORE the Parties agree to the following terms and conditions which hereby amend the terms and conditions of the Lifting Agreement into these relevant provisions.

ARTICLE 1 - LIFTING NOMINATIONS

The procedures defined by the Parties during their meetings of the month of November 1999 are adopted as said hereafter:

- 1.1 The IOC's will initially have priority to nominate and lift all the Available Oil whereas the SNPC will nominate no Available Oil but will progressively accrue a resuming

Received 12/06/2002 11:17AM In 05:34 on line (7) for 010607 * Pg 4/12
 DEC-06-2002 12:51 ANADARKO CONGO COMPANY 281 261 8192 P.84/12

Underlift balance. The SNPC will nominate the Available Oil and will take in kind and separately market the next lifting after the lifting at which SNPC's Underlift balance exceeds 275,000 barrels that is to say one-half of what historically has been an average load during liftings at the Yombo Terminal.

As used herein, the term "Available Oil" shall mean all the oil that has been processed and is in storage on the Storage Vessel except for quantities of such crude oil processed and used by the Operator for production operations and to maintain the ballast of the Storage Vessel as well as any stocks of Wet Crude (defined herein below).

- 1.2 As a result of its lifting, SNPC will incur an Overlift balance equal to the number of barrels actually lifted reduced by its cumulative Underlift balance resulting from its previous lifting, reduced by the number of barrels representing its entitlement from this lifting.
- 1.3 IOC's will build-up a corresponding Underlift balance. Thereafter, the IOC's will again nominate and lift all the Available Oil until the SNPC's Underlift balance reaches against 275,000 barrels, a quantity bringing this one in the position to carry out the next lifting.
- 1.4 (1) Within the ten days following the end of each month, the Operator will provide the following information:
 - (a) Total production of the month.
 - (b) For each party,
 1. The share of available oil,
 2. The crude production,
 3. The autoconsumption.
 - (c) Quantity of refunding oil.
 - (d) Position of each party's stock at the end of each month.

(2) Within fifteen (15) days from each lifting, the Operator will communicate to the parties the current accounts of the Underlift or Overlift balances.

ARTICLE 2 - NOTICE AND FAILURE TO LIFT

- 2.1 Notwithstanding the provisions of Article 2 of the Lifting Agreement, each Party shall give 25 days advance notice to the other Parties of its intent to conduct a lifting of crude oil and specify a five-day Date Range.

This Party must then nominate a Lifting Vessel within 14 days of the start of the Date Range and give the required three-day Date Range as per the provisions of Article 2.6 of the Lifting Agreement.

Received 12/06/2002 11:17AM in 05:34 on line (7) for 0.0607 = Pg 5/12
 DEC-06-2002 12:52 ANADARKO CONGO COMPANY 291 261 0192 P.05/12

The lifting Party shall make the effort to communicate to the Operator a precise date for commencement of the Lifting to allow the Operator to arrange for tugs and personnel. The Lifting Vessels shall conduct lifting operations in strict observance of the Yombo Oil Terminal regulations, including the amendments.

The lifting Party must provide, as per Article 2.6 of the Lifting Agreement, any information that the Operator could reasonably request. Within 24 hours of receiving the Lifting nomination and the required information, the Operator will inform the relevant Party if the nominated Lifting Vessel is acceptable or not.

If the Vessel is not acceptable, the Party must nominate an alternate Lifting Vessel within 72 hours.

- 2.2 If this notice is not timely given, the Lifting Vessel is not timely nominated, or if a lifting is not carried out as scheduled, then, in accordance with the provisions of Article 5 of the Lifting Agreement, the Operator may make other arrangements to carry out the lifting and marketing of the crude oil, in accordance with the provisions of article 5.2 of the Lifting Agreement

The Party that defaults lifting in this way will consequently bear all the costs and expenses really incurred, associated with the loading, as those tied to tugboats, personnel, mooring or piloting, governmental inspectors, berthing time, without being a closed list.

ARTICLE 3 - OIL PROCESSING

The process of treating Yombo crude oil on the Storage Vessel to make it marketable as No. 6 crude oil, generates certain quantities of residual crude oil having high sulfur, sediment and water content and must be marketed separately from Yombo No. 6 (hereinafter "Wet Oil"). The Parties agree that CMS Congo as Operator shall be responsible for causing the Wet Oil to be lifted and marketed and it will pay back to the Parties the proceeds of this sale including the Royalty share coming to NUFI.

ARTICLE 4 - MARKETING AGREEMENTS

- 4.1 The Parties agree that for the purpose of calculating mining royalty, including the NUFI Royalty, the actual price of the Operator, stemming from the current sales contract in force between the Operator and the Purchaser, shall be used as calculation base so long as such contract will guarantee competitive price and has a non affiliated entity.

In the event of sales to an affiliate of the Operator, the mining royalty will be calculated, based on the average price of identical international sales of crude oil of equivalent

Received 12/06/2002 11:17AM in 05:34 on Line (7) for GL0607 * Pg 6/12
 DEC-06-2002 12:52 ANADARKO CONGO COMPANY 281 261 8192 P.06/12

quality and gravity and transportation costs. The royalty calculation provided herein shall be in lieu of the provisions of Annex II of the Convention.

- 4.2 Quantities of oil to be taken in kind, in accordance with this Lifting Agreement as amended and, separately marketed by the SNPC ("SNPC Oil Entitlement") will correspond (i) to the Government's and/or SNPC's share of crude oil that is free under Article 9.02 of the JOA and (ii) mining royalty taken in kind under 4.11 of the JOA and their share entitlement to the mining royalty under Articles 5.03 and 7 of the Convention, as amended, decreased by the NUPF royalty share until the settlement of the corresponding debt.
- 4.3 For the SNPC's liftings, the IOC's will pay cash the royalty share that comes to NUPF, on the volume basis lifted by the SNPC. These advances as payment of the NUPF royalty share shall be charged into the SNPC advance account, in accordance with the Article 9 of the JOA and shall be recouped by the IOC's on the future sales of hydrocarbons in accordance with the Article 9.02 of the JOA. The payments to the NUPF will continue until the refund of the amounts due under the Settlement Agreement and Turnover Order.

ARTICLE 5 - LIFTING AND RELATED COSTS

- 5.1 The SNPC will incur certain costs associated with its liftings.

Those costs include, and are not limited to those tied to the tug, the personnel, the mooring operations and the costs of transportation to the terminal (collectively referred hereinafter as "Lifting Costs").

If the SNPC does not pay its lifting costs, the Parties agree that the IOC's will bear and pay SNPC's Lifting Costs, subject to reimbursement in the form of the receipt and marketing of a portion of SNPC's Oil Entitlement, representing the economic equivalent of the said Lifting Costs of the SNPC borne by the IOC's.

- 5.2 In addition to maintaining records required under the Lifting Agreement, the Operator shall create and maintain on its books an accounting ("Over and Under Account") in which SNPC's Lifting Costs paid by the IOC's on behalf of the SNPC on its liftings shall be registered as debts from the SNPC to IOC's.

The debt from SNPC to the IOC's will be repaid out of SNPC's share of the production of crude oil.

Received 12/06/2002 11:17AM in 05:34 on line (7) for GL0607 * Pg 7/12
 DEC-06-2002 12:53 ANADARKO CONGO COMPANY 281 261 0192 P.07/12

At the next lifting succeeding a SNPC lifting, the IOC's will lift and market this number of barrels at the contract price sufficient to reimburse their claim from the SNPC.

The Operator shall maintain a record in its accounting books in order to register the equivalent quantities of crude, lifted and sold by the IOC's to defray SNPC's Lifting Costs. The barrels sold this way will reduce SNPC's entitlement to Available Oil as well as its Stock Position as mentioned in Article 1.4 above.

In accordance with the accounting procedure of JOA, this Amendment does not change nor restrict the rights of the SNPC as a non-Operator, to have the statements kept in these books audited.

- 5.3 The SNPC may elect to pay its own lifting costs and make its own arrangements for tug, personnel, mooring or piloting, governmental inspectors, etc. by giving 30 days written notice in advance of its lifting to the Operator.

However any amounts owed by SNPC entered in the Operator's Over and Under account for its previous liftings will be paid in accordance with the terms of Article 5.2 above.

In the event of non-payment by the SNPC of its lifting costs after having given notice of its intent to bear same, the IOC's will consequently pay such costs, subject for the Operator to enter the corresponding amounts to the Over and Under Account of the SNPC. These amounts will be refunded in accordance with the provisions of this article 5.

- 5.4 The SNPC will settle the Maritime Tax associated to its own liftings. Consequently, the IOC's will be discharged of any liability concerning the obligations to settle the Maritime Tax relating to liftings carried out by the SNPC.

ARTICLE 6. APPROVALS

Except for the amendments brought hereby, the Parties re-affirm and ratify the Lifting Agreement, including the provisions from the JOA which are incorporated or quoted as reference and agree to be bound by and to comply with its clauses including, without limitation, the provisions relating to liftings and deliveries, to the statements provided by the Operator, demurrage, loading and mooring, measurements, risk of loss, final settlement, and the like.

Received 12/06/2002 11:17AM In 05:34 on line (7) for GL0607 * Pg 8/12
DEC-06-2002 12:53 ANADARKO CONGO COMPANY 281 261 0192 P.08/12

This Amendment cancels and replaces the letter of November 26, 1999 mentioned in point 11 of the preamble, in its provisions contrary to the provisions hereby.

Made in Pointe Noire, on the 4th of July 2001

In as many copies as parties:

Société Nationale des Pétroles du Congo

By: _____
Chairman

CMS NOMECO Congo, Inc.

By: _____
Chairman

The Nuevo Congo Company

By: _____
Senior Vice-President

NUEVO Congo Ltd.

By: _____
Senior Vice-President

GAR 03444

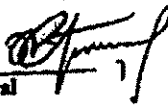
Received 12/06/2002 11:17AM in 05:34 on line (7) for 010607 * Pg 9/12
DEC-06-2002 12:54 ANFORDRONG CONGO COMPANY 281 261 0192 P.09/12

Le présent Avenant annule et remplace la lettre du 26 novembre 1999 visée au point 11 du préambule, en ses dispositions contraires aux présentes.

Fait à Pointe Noire le, 4 juillet 2001.

En autant d'exemplaires originaux que de parties.

Société Nationale des Pétroles du Congo

Par: Benoît J.L. ITWA 
Président Directeur Général

CMS NOMECO Congo, Inc.

Par: J. Ochoa
Président Directeur Général

The Nuevo Congo Company

Par: R. McKen
Vice-President Senior

NUEVO Congo Ltd.

Par: R. McKen
Vice-President Senior

BAR 03445

Received 12/06/2002 11:17AM in 05:34 on line 17) for 6L0607 * Pg 10/12
 DEC-06-2002 12:54 ANADARKO CONGO COMPANY 291 261 0192 P.10/12

OVER(UNDER) LIFT CALCULATION
 YOMBO FIELD LIFTING

DATE	LECTURE	TOTAL QUANTITY BBL	DESCRIPTION	FORWARD PARTNERS ACTIVITY	FORWARD PARTNERS BALANCE	SNPC ACTIVITY	SNPC BALANCE
11/1/00			BEGINNING BALANCE				
11/2/00	02	308,381	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVERLIFTING LIFT	308,381 308,381 0.000	0.000	0.000 0.000	0.000 0.000
			ROYALTIES IN KIND	30,380	0.000	0.000	0.000
12/21/00	03	541,406	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVERLIFTING LIFT	541,406 541,406 0.000	100,000	0.000 0.000	100,000 100,000
			ROYALTIES IN KIND	54,141	100,000	0.000	100,000
	4QTR 00		ROYALTIES IN KIND	10,704	200,000	0.000	200,000
1/20/01	04	804,446	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVERLIFTING LIFT	804,446 804,446 0.000	200,000	0.000 0.000	200,000 200,000
			ROYALTIES IN KIND	80,445	200,000	0.000	200,000
3/30/01	05	608,300	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVERLIFTING LIFT	608,300 608,300 0.000	200,000	0.000 0.000	200,000 200,000
			ROYALTIES IN KIND	60,830	200,000	0.000	200,000
			LIFT COST	0.000	200,000	0.000	200,000
4/7/01	07	70,000	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVERLIFTING LIFT	70,000 70,000 0.000	100,000	0.000 0.000	100,000 100,000
	07	404,700	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVERLIFTING LIFT	404,700 404,700 0.000	100,000	0.000 0.000	100,000 100,000
			ROYALTIES IN KIND	40,470	100,000	0.000	100,000
			ROYALTIES IN KIND	10,000	0.000	0.000	0.000
	1ST QTR 01		ROYALTIES IN KIND	10,000	0.000	0.000	0.000
	08	608,704	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVERLIFTING LIFT	608,704 608,704 0.000	200,000	0.000 0.000	200,000 200,000
			ROYALTIES IN KIND	60,870	200,000	0.000	200,000
	09	500,102	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVERLIFTING LIFT	500,102 500,102 0.000	70,000	0.000 0.000	70,000 70,000
			ROYALTIES IN KIND	50,010	70,000	0.000	70,000
	2ND QTR 01		ROYALTIES IN KIND	10,000	100,000	0.000	100,000
	10	500,712	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVERLIFTING LIFT	500,712 500,712 0.000	100,000	0.000 0.000	100,000 100,000
			ROYALTIES IN KIND	50,071	200,000	0.000	200,000
	01	504,740	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVERLIFTING LIFT	504,740 504,740 0.000	200,000	0.000 0.000	200,000 200,000
			ROYALTIES IN KIND	50,474	200,000	0.000	200,000
	02	540,222	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT	540,222 540,222 0.000		0.000 0.000	

2/

7/10

GAR 03446

Received 12/04/2002 11:17AM in 05:34 on Line (7) for 010507 * Pg 11/12
 DEC-06-2002 12:54 ANADARKO CONGO COMPANY 281 261 0192 P.11/12

		BARRELS LIFTED	(47,000)	(100,000)	47,000	100,000
		ROYALTIES IN KIND	31,000	(100,000)	(71,000)	(100,000)
		LIFT COST	(7,000)	(100,000)	7,000	(100,000)
06	47,000	BARRELS LIFTED	47,000		0	
		ENTITLEMENT	47,000		0	
		OVERLAPPING LIFT	47,000	(100,000)	(53,000)	(100,000)
08	403,000	BARRELS LIFTED	403,000		0	
		ENTITLEMENT	403,000		0	
		OVERLAPPING LIFT	403,000	(100,000)	(303,000)	(100,000)
		ROYALTIES IN KIND	30,000	(100,000)	(70,000)	(100,000)
3RD QTR 00		ROYALTIES IN KIND	17,000	(100,000)	(83,000)	(100,000)
04	600,000	BARRELS LIFTED	600,000		0	
		ENTITLEMENT	600,000		0	
		OVERLAPPING LIFT	600,000	(100,000)	(500,000)	(100,000)
		ROYALTIES IN KIND	30,000	(100,000)	(70,000)	(100,000)
4TH QTR 00		ROYALTIES IN KIND	0,000	(100,000)	(100,000)	(100,000)
FINAL 00		ROYALTIES IN KIND	(100,000)	(100,000)	(200,000)	(100,000)
06	600,000	BARRELS LIFTED	600,000		0	
	600,000	BARRELS LIFTED	600,000		0	
		ENTITLEMENT	600,000		0	
		OVERLAPPING LIFT	600,000	(100,000)	(500,000)	(100,000)
		ROYALTIES IN KIND	30,000	(100,000)	(70,000)	(100,000)
	100,000	TAX DEDUCTION (LIFT TO 00)	(100,000)	(100,000)	(200,000)	(100,000)
1ST QTR 01		ROYALTIES IN KIND	0,000	(100,000)	(100,000)	(100,000)
06	600,000	BARRELS LIFTED	600,000		0	
	600,000	BARRELS LIFTED	600,000		0	
		ENTITLEMENT	600,000		0	
		OVERLAPPING LIFT	600,000	(100,000)	(500,000)	(100,000)
		ROYALTIES IN KIND	30,000	(100,000)	(70,000)	(100,000)
	4,000	TAX DEDUCTION (LIFT TO 00)	(4,000)	(100,000)	(104,000)	(100,000)
07	600,000	BARRELS LIFTED	600,000		0	
	600,000	BARRELS LIFTED	600,000		0	
		ENTITLEMENT	600,000		0	
		OVERLAPPING LIFT	600,000	(100,000)	(500,000)	(100,000)
		ROYALTIES IN KIND	30,000	(100,000)	(70,000)	(100,000)
	4,000	TAX DEDUCTION (LIFT TO 00)	(4,000)	(100,000)	(104,000)	(100,000)

FORBON PARTNERS REVENUE PERCENTAGE SETTLEMENT - 07.00
 INFO REVENUE PERCENTAGE SETTLEMENT - 07.00
 LIFT IN WAS WAT CRUDE LIFTING AND PROCEEDS AND ROYALTIES WERE PAID IN CASH

off *from revenue resolution problem
 he's in position to do the
 meeting.*

Joe

GAR 03447

Received 12/06/2002 11:17AM in 05:34 on line (7) for GL0607 * Pg 12/12
 DEC-06-2002 12:55 ANADARKO CONGO COMPANY 281 261 8192 P.12/12

SNPC OVER/UNDER CHECK

ACTIVITY	SNPC	ON SNPC	ON SOY
LR 82	800,081	82,810	
82 royalty			28,200
LR 83	548,400	87,837	
83 royalty			31,338
LR 85	884,445	74,308	
85 royalty			34,181
4 qtr 86 royalty			10,781
LR 86 (snpc)	802,808	(423,008)	(104,481)
86 royalty			54,858
LR 87 88 cost	78,038		
LR 87 remainder	484,208	54,276	
87 royalty			28,788
LR 88	828,794	88,724	
88 royalty			31,085
1 qtr 89 royalty			12,812
LR 89	833,182	88,848	
89 royalty			31,888
LR 90	888,712	73,568	
90 royalty			35,120
2 qtr 90 royalty			10,188
LR 91	804,743	88,083	
91 royalty			28,835
LR 92 (snpc)	848,222	(282,405)	(214,864)
92 royalty			31,880
LR 93 94 cost	87,538		
LR 93 remainder	483,883	80,448	
93 royalty			32,400
3 qtr 93 royalty			17,248
LR 94	888,182	82,020	
94 royalty			28,408
4 qtr 95 royalty			8,781
1988 final pay			(188)
Tax withhold (LR 70-85)	100,048		(100,048)
LR 95 remainder	800,363	82,535	
95 royalty			38,885
1 qtr 97 royalty			6,885
LR 96	800,361	78,044	
Tax withhold (LR 96)	4,860		(4,860)
96 royalty			35,888
LR 97 Eatin	800,870	78,084	
Tax withhold (LR 97) Eatin	4,218		(4,218)
97 royalty Eatin			38,288
	187,781	138,781	328,813 Total Over/Under

GAR 03448

TOTAL P.12